

**Discours d'ouverture**

**Présentation du programme des trois premières tables rondes**

**TABLE RONDE 1: Construire la solidarité politique entre les États, les nations et les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes**

1°) L'Histoire des mouvements des non-alignés (MNA) a prouvé que la solidarité politique déployée par les pays du Sud a produit de bons résultats. La forme de colonisation dénoncée à Bandung a disparu, sauf en Palestine. Un effort est donc nécessaire pour reconstruire le front de solidarité avec le peuple palestinien.

2°) Les défis majeurs actuels sont le déploiement de la stratégie des États-Unis / OTAN / Japon qui vise à établir le contrôle militaire de la planète, les menaces militaires et interventions qui en découlent, et la fausse "légitimité" des interventions de la soi-disant «communauté internationale» en fait limitée aux puissances impérialistes. Au-delà de l'analyse des résultats désastreux de ces interventions qui aboutissent à la destruction de sociétés entières (Irak, Lybie, Syrie en sont les tristes exemples), il nous faudrait évaluer les réponses (ou l'absence de réponse) que la communauté des États des trois continents ont données à ces défis majeurs. Vaincre cette stratégie de contrôle militaire de la planète est la condition de la réussite d'une alternative qui permettrait la réorganisation du système politique mondial tout en garantissant les droits des nations de choisir librement leur propre voie de développement et garantirait la coexistence pacifique entre eux. Un certain nombre de problèmes se rapporte à cette question centrale, tels que la lutte pour le démantèlement des bases militaires américaines, une évaluation de ce que l'on entend par "la lutte contre le terrorisme", le terrorisme d'Etat, etc.

3°) NAM, avec le G77 plus la Chine, avait fait adopter par l'ONU les chartes des droits des peuples ainsi que du droit au développement. Il faudrait faire des propositions qui renforceraient les voies et moyens de les mettre en œuvre.

4°) NAM, avec le G77 plus la Chine, devrait également envisager de déployer des efforts systématiques pour rétablir la légitimité de l'ONU en tant que représentant de la communauté internationale.

5°) NAM, G77 plus la Chine, CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et l'Union africaine, devraient coordonner leurs efforts. Les propositions visant à institutionnaliser leur coopération (secrétariat commun? Groupes de travail?) sont les bienvenues.

6°) Les conflits entre les pays des trois continents relatifs à leurs frontières continentales et maritimes ne peuvent pas être ignorés. Nos débats devraient aussi se concentrer sur des propositions visant à créer des cadres institutionnels qui offriraient les voies et moyens d'éliminer ces conflits et d'éviter qu'ils soient manipulés par des puissances impérialistes qui veulent détruire notre solidarité.

## **TABLE RONDE 2: Faire avancer les projets alternatifs de souveraineté nationale et de démocratisation participative dans les trois continents**

1°) Nous devrions commencer par tirer les enseignements des expériences historiques des pays non alignés qui ont tenté de construire des économies à moteur interne comme indiqué ci-dessus (TR1). L'inconvénient majeur de toutes ces expériences (ainsi que des expériences socialistes du XXe siècle) c'est qu'elles ne tenaient compte de l'importance fondamentale d'inventer les voies et moyens de bâtir progressivement les formes supérieures de la démocratie qui conditionnent toute gestion efficace tant dans le domaine économique que politique. Cette dépolitisation a créé une lacune que comblent les illusions passéistes qui sont l'obstacle majeur à notre alternative fondée sur une conception renouvelée d'un projet souverain en accord avec les défis du monde contemporain.

2°) La notion même de projet souverain doit être un sujet de discussion. Étant donné le niveau de pénétration des investissements transnationaux dans tous les secteurs et dans tous les pays, on ne peut éviter de se demander à quelle sorte de souveraineté on se réfère. Le conflit mondial pour l'accès aux ressources naturelles est l'un des principaux déterminants de la dynamique du capitalisme contemporain. La dépendance du Nord pour nombre de ressources et la demande croissante de la Chine constituent un défi pour l'Amérique du Sud, l'Afrique et le Moyen-Orient qui sont particulièrement bien dotés en ressources et déjà façonnés par l'histoire de leur pillage. Pouvons-nous élaborer dans ces domaines des politiques nationales et sous-régionales qui soient l'amorce d'une gestion globale rationnelle et équitable des ressources dont pourraient bénéficier tous les peuples? Pouvons-nous développer de nouvelles relations entre la Chine et les pays du Sud qui s'inscrivent dans cette perspective qui lierait l'accès à ces ressources par la Chine au soutien de l'industrialisation des pays concernés (ce que les soi-disant donateurs de l'OCDE refusent de faire)? Une politique nationale indépendante reste fragile et vulnérable si elle ne dispose pas d'un soutien national et populaire réel fondé sur des politiques économiques et sociales qui assurent que les classes populaires sont bénéficiaires de développement. C'est la condition de la stabilité sociale nécessaire à la victoire du projet souverain sur le contre projet de politique de stabilisation impérialiste. Nous devons donc examiner la nature des relations entre les projets souverains existants ou potentiels et les bases sociales des systèmes de pouvoir: projet national, démocratique et populaire, ou projet illusoire du capitalisme national?

Des pays non-continentaux peuvent-ils développer des projets souverains? Quelles sont limites de ces projets? Quelles formes de régionalisation pourraient en faciliter la réalisation?

3°) Les préparatifs pour un avenir même très lointain, commencent aujourd'hui. Quel modèle de société voulons-nous? Fondé sur quels principes? Concurrence destructrice entre les individus ou affirmation des avantages de la solidarité? Liberté qui donne une légitimité à l'inégalité ou liberté associée à l'égalité? Exploitation des ressources de la planète sans égard pour l'avenir ou prise en considération de ce qui est réellement nécessaire pour la reproduction des conditions de la vie sur la planète? L'avenir doit être considéré comme la réalisation d'un stade supérieur de la civilisation humaine universelle, et pas seulement comme un modèle plus "juste" ou plus "efficace" de la civilisation que nous connaissons (la civilisation "moderne" du capitalisme). Afin d'éviter le risque de rester sur le terrain d'un vœu pieux, remake du socialisme utopique du 19ème siècle, nous devons fournir des réponses aux questions suivantes: a. Quelles connaissances scientifiques anthropologiques et sociologiques interrogent aujourd'hui les utopies formulées dans le passé? b. Quelles sont nos connaissances

scientifiques nouvelles sur les conditions de la reproduction de la vie sur la planète?

4°) En résumé, l'objectif est-il de rattraper les sociétés riches telles qu'elles le sont aujourd'hui, les États-Unis (cible de la Chine), l'Allemagne, le Japon, ou même de petits pays riches européens (cibles des autres)? Cet objectif est-il souhaitable et possible? Ne devrait-il pas être plus ambitieux pour les sociétés des trois continents et créer les conditions nécessaires à l'invention d'un stade supérieur de la civilisation humaine.

### **TABLE RONDE 3: Retour à la question agraire: faire face au défi des inégalités croissantes à l'accès à la terre**

1°) Nous estimons qu'une attention particulière doit être accordée à la question agraire en Asie, Afrique et Amérique latine. La raison en est que la mondialisation néolibérale poursuit une attaque massive contre l'agriculture paysanne dans les trois continents (procédé bien connu de l'accaparement des terres). Accepter cette composante majeure de la mondialisation actuelle ne conduit nulle part, sinon à l'énorme paupérisation / exclusion / misère de centaines de millions d'êtres humains sur les trois continents. Ce serait en fait mettre un terme à toute tentative de nos sociétés de s'affirmer dans la société mondiale des nations. Par conséquent, tout changement significatif du modèle de développement doit être fondé sur le principe opposé, c'est à dire sur un droit d'accès à la terre pour tous les paysans, au moins aussi égal que possible afin qu'il devienne une composante de la construction d'un système productif moderne et souverain, associant développement industriel et souveraineté alimentaire.

2°) L'agriculture capitaliste moderne, représentée à la fois par l'agriculture familiale riche et / ou par des sociétés agro-industrielles, cherche à attaquer massivement la production paysanne mondiale. L'agriculture capitaliste régie par le principe de la rentabilité du capital localisé en Amérique du Nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie que quelques dizaines de millions d'agriculteurs, alors qu'elle a la productivité la plus élevée au niveau mondial; alors que les systèmes d'agriculture paysanne occupent encore près de la moitié de l'humanité - soit trois milliards d'êtres humains. Que se passerait-il si "l'agriculture et la production alimentaire" étaient traitées comme toute autre forme de production capitaliste, soumise aux règles de la concurrence dans un marché ouvert déréglementé? Ces principes favoriseraient-ils l'accélération de la production? En effet, on peut imaginer une cinquantaine de millions de nouveaux agriculteurs modernes supplémentaires, produisant ce que les trois milliards de paysans présents peuvent offrir sur le marché en plus de leur propre (et faible) autosubsistance. Les conditions du succès d'une telle alternative nécessiteraient des transferts importants de superficies arables aux nouveaux agriculteurs (terres prises sur celles qu'occupent actuellement les sociétés paysannes), l'accès aux marchés des capitaux (pour acheter des équipements) et l'accès aux marchés des consommateurs. Ces agriculteurs concurrenceraient facilement les milliards de paysans actuels. Et qu'arriverait-il à ces derniers? Des milliards de producteurs non compétitifs seraient éliminés dans le délai historique court de quelques décennies.

Le principal argument de la légitimation de l'alternative "concurrentielle" est que ce genre de développement a eu lieu en Europe au XIXe siècle et a contribué à la formation de sociétés industrielles et urbaines riches, puis postindustrielles capables de nourrir les nations et même d'exporter des surplus agroalimentaires. Pourquoi ne pas répéter ce modèle dans les pays du tiers monde contemporain? Non, car cet argument ne tient pas compte de deux principaux facteurs qui rendent aujourd'hui la reproduction du modèle presque impossible dans les pays du tiers monde. Le premier est que le modèle européen s'est développé pendant un siècle et demi avec des technologies industrielles intensives en main d'œuvre. Les technologies

contemporaines le sont beaucoup moins. Et par conséquent, si les nouveaux venus du tiers monde veulent être compétitifs sur les marchés mondiaux pour leurs exportations industrielles ils doivent adopter ces technologies. Le second est qu'au cours de sa longue transition. L'Europe pouvait faire émigrer massivement le surplus de sa population vers les Amériques.

Pouvons-nous imaginer d'autres alternatives fondées sur l'accès à la terre pour tous les paysans? Dans ce cadre il est implicite que l'agriculture paysanne doit être maintenue et simultanément engagée dans un processus de changement et de progrès technologique et social continus. Et cela à un rythme qui permettrait un transfert progressif vers l'emploi non agricole au fur et à mesure du développement du système productif industriel moderne.

Un tel objectif stratégique implique des politiques qui protègent la production alimentaire paysanne de la concurrence inégale des agricultures modernisées nationales et de l'agro-business international. Il remet en question les modèles de développement industriel et urbain - qui devraient être moins fondés sur les exportations et les bas salaires (qui impliquent à leur tour les bas prix de l'alimentation) et être plus attentifs à l'expansion d'un marché intérieur socialement équilibré. En plus une telle stratégie faciliterait l'intégration dans l'ensemble des politiques qui assurent la souveraineté alimentaire nationale, condition indispensable pour un pays d'être un membre actif de la communauté internationale, en renforçant sa marge nécessaire d'autonomie et sa capacité de négociation.

3°) Le bilan de l'ère de Bandung est à cet égard mitigé. En Chine et au Vietnam l'accès à la terre a été garanti à tous les paysans, mais cela n'a pas été le cas ailleurs. Des expériences nationales/populaires plus radicales ont bien mis en œuvre des réformes foncières qui limitaient les processus de destruction des systèmes agricoles paysans, mais en général, et plus particulièrement en Amérique latine, ces processus déplorables ont continué.

**TABLE RONDE 4: Les révolutions arabes; bilan et perspectives**  
(formulation en cours)